

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
(SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT)

ENTRE LA VILLE DE PARIS
&
CASVP - SDSLE

Entre

La Ville de Paris, représentée par la Maire de Paris agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Paris en date des

d'une part

partie dénommée ci-après "la Ville de Paris"

&

Le CASVP, ayant son siège social 5, Boulevard Diderot 75012 PARIS , établissement public créé par Décret 95-563 du 6 mai 1995, représenté par Mme Jeanne SEBAN, agissant en qualité de Directrice Générale du CASVP, dûment mandatée aux fins des présentes, N° SIRET 26750004904538

d'autre part

partie dénommée ci-après "l'organisme"

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que l'organisme CASVP - SDSLE, créée en 1995, a pour objet de mettre en œuvre la politique municipale d'action sociale. ;

Considérant le projet initié et conçu par l'organisme visant à proposer un parcours d'insertion aux personnes en situation de rue, ou ayant connu la rue, et en situation de grande précarité ;

Considérant le Pacte de lutte contre la Grande exclusion ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'organisme participe de cette politique et présente un intérêt local pour la Ville de Paris.

Titre 1 : Objet de la convention et engagements des parties**Article 1^{er} - Objet de la convention : « Dispositif Premières Heures » pour l'accompagnement par le travail des Parisiens en situation de grande exclusion.**

Par la présente convention, l'organisme s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet défini en annexe 1 de la présente convention

La Ville de Paris contribue financièrement à ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 – Engagement(s) de la Ville

La Ville s'engage à soutenir financièrement les actions définies à l'article 1, par le versement d'une subvention à l'organisme, conformément à la délibération N°2022 DAE 3.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve du respect par l'organisme des obligations mentionnées dans la présente convention.

La subvention de fonctionnement accordée par la Ville de Paris représente 79,4 % du coût du projet de l'organisme, soit 119000 €.

Cette subvention se décompose ainsi :

- 90% au titre de soutien au financement des heures réalisées par les personnes en parcours Premières Heures ;
- 10% au titre de soutien aux charges liées à l'encadrement et à l'accompagnement.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe 2.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'organisme peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle n'excède pas 20 % au regard du coût total du projet tel que mentionné à l'annexe 2.

L'organisme notifie ces modifications à la Ville de Paris par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Ville de Paris de ces modifications.

Si les dépenses venaient à être inférieures à cette base prévisionnelle, l'organisme sera tenu de reverser une partie de la subvention dont le montant sera calculé par application de la règle de proportionnalité. Si le solde de la subvention n'est pas encore versé, l'ajustement se fera sur celui-ci. Ce calcul sera réalisé au regard des factures que le bénéficiaire de la subvention devra transmettre.

Article 3 - Contributions non financières

Les contributions non financières octroyées, le cas échéant, à l'organisme par la Ville de Paris et qui font l'objet de conventions spécifiques, sont les suivantes :

Ces contributions doivent être valorisées dans les documents comptables de l'organisme.

Article 4 – Mention du soutien de la Ville de Paris

L'organisme s'engage à faire mention de la participation de la Ville de Paris sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers relatives aux activités définies par la convention, et ce conformément aux indications précisées dans les documents remis par la

Ville. Cette dernière se réserve la possibilité de demander que soit modifiée toute publicité non conforme à ceux-ci.

Article 5 – Engagements de l'organisme

L'organisme s'engage à :

- accueillir en parcours d'insertion d'une durée de 12 mois au maximum, en continu ou en discontinu (en cas de maladie, d'hospitalisation, cure ou incarcération), dans le cadre de contrats de mise à disposition signés avec une Association Intermédiaire de son choix, un public parisien à la rue, ou ayant connu la rue, et en situation de grande précarité ;
- consulter le Bureau des Économies Solidaires et Circulaire (BESC) de la Direction de l'Attractivité et de l'Emploi pour accord préalable avant chaque entrée d'une personne dans le dispositif via une fiche de validation, permettant de définir pour chacun des intéressés qu'il est parisien et relève de la très grande exclusion ;
- consulter le BESC de La Direction de l'Attractivité et emploi pour toute prolongation de parcours
- proposer aux bénéficiaires une activité professionnelle encadrée selon un rythme progressif allant de 1 à 16 heures par semaine et leur faire réaliser 5900 heures de travail dans l'année de conventionnement ;
- assurer aux bénéficiaires leur encadrement par un professionnel dans le cadre des activités proposées et leur accompagnement social et professionnel par un professionnel justifiant d'une compétence *ad hoc* afin de permettre la levée des frein au retour à l'emploi ;
- participer aux réunions du réseau des acteurs parisiens du dispositif ;
- tenir régulièrement informée la Ville de Paris du déroulement du dispositif. Un comité de pilotage sera organisé au moins une fois par an afin que l'organisme présente un état d'avancement de son projet (bilan d'étape, difficultés et perspectives) et des visites sur site pourront également être organisées ;
- fournir les documents financiers et de bilan dans les délais fixés par la présente convention.

Après sollicitation écrite et validation par le BESC, le parcours d'un bénéficiaire pourra être exceptionnellement prolongé au-delà des 12 mois,

- si le parcours du bénéficiaire a connu des périodes d'hospitalisation/maladie, de cure ou d'incarcération,
- ou afin de permettre au bénéficiaire d'achever une formation initiée durant le parcours ou bien afin de faire la jonction entre le parcours DPH et une entrée en formation ou en emploi.

L'organisme demeure seule responsable de la conduite du projet et tout dépassement du coût du projet mentionné à l'article 1 ne saurait justifier un complément de subvention par la Ville de Paris.

L'organisme informe sans délai la Ville de Paris de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'organisme en informe la Ville de Paris sans délai par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 6 – Interlocuteur de l'organisme

Au sein de la Ville de Paris, l'interlocuteur unique de l'organisme est :

Direction de l'Attractivité et de l'Emploi

Cet interlocuteur est le destinataire de l'ensemble des courriers et notifications de l'organisme.

Titre 2 : Durée, litiges et résiliation

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Ville de Paris à l'organisme, après signature par la Ville de celle-ci et transmission au contrôle de légalité.

Sa durée est fixée à un an.

Article 8 - Condition d'utilisation de la subvention

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Sauf mention explicite dans la délibération d'attribution de la subvention, le reversement de tout ou partie de la subvention à une association, organisme, société, toute personne privée ou œuvre, est interdit et entraîne la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

Les éventuels produits financiers générés par le placement financier de tout ou partie de la subvention doivent être affectés à la réalisation des objectifs définis par la présente convention. L'organisme doit rendre compte des placements réalisés et de l'utilisation des produits financiers générés par la subvention conformément aux diverses obligations souscrites dans la présente convention. Le non-respect de ces obligations entraînera la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées ainsi que des produits générés par ces sommes.

Dans l'hypothèse où le projet serait abandonné, le bénéficiaire doit en informer sans délai par écrit la Ville de Paris en envoyant son courrier à l'adresse figurant à l'article 6.

Article 9 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée pendant la durée de la convention et au plus tard deux mois avant la fin de la convention, en la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 10 – Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 19 et aux contrôles et évaluations prévus aux articles 20 et 21 des présentes.

Article 11 – Annexes

Les annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention.

Article 12 – Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'organisme sans l'accord écrit de la Ville de Paris, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier entraîne le reversement par l'organisme de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Tout refus de communication des comptes entraîne également le reversement par l'organisme de l'intégralité des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Ville de Paris informe l'organisme de ces décisions par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de dissolution, de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'organisme.

En cas de non-respect par l'organisme de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants, celle-ci peut être résiliée par la Ville de Paris, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir et notamment des sanctions qu'elle pourrait mettre en œuvre en application de l'article 12, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. La résiliation est prononcée par le Maire de Paris et notifiée à l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 14 - Règlement des litiges

Les litiges éventuels relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

Titre 3 : Modalités financières et obligations diverses**Article 15 - Modalités de versement de la subvention**

La subvention est mandatée et créditée au compte de l'organisme selon les procédures comptables en vigueur.

Le relevé d'identité bancaire de l'organisme est joint en annexe des présentes.

En cas de changement d'identité bancaire, l'organisme envoie son nouveau relevé d'identité bancaire à la Ville de Paris par lettre simple ou par courrier électronique.

L'ordonnateur de la dépense est le Maire de Paris.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques, 94 rue Réaumur, 75104 Paris.

Cette subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- ✓ Une avance de 83300 € (correspondant à 70% de la subvention) versée à la signature de la convention ;
- ✓ Le solde après la transmission en comité de pilotage annuel d'un état prévisionnel des heures réalisées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Si le nombre d'heures prévisionnel est inférieur au nombre d'heures annuelles prévu à l'article 5, le solde sera calculé au prorata par la Ville.

Article 16 - Comptabilité

L'organisme adoptera un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général et tiendra une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives).

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du code général des collectivités territoriales, si l'organisme a perçu de la Ville de Paris une ou plusieurs subventions pour un montant total supérieur à 75 000 euros ou à 50% de son budget, elle transmettra aux représentants habilités de la Ville de Paris (*Direction de l'Attractivité et de l'Emploi*), dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale et en tout état de cause six mois maximum après la clôture de l'exercice comptable, le bilan certifié conforme, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice antérieur.

Conformément aux articles L. 612-4 et D. 612-5 du code de commerce, si l'organisme a perçu dans l'année, des autorités administratives au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000 et de leurs établissements publics à caractère industriel et commercial (toutes subventions et toutes collectivités confondues) un montant égal ou supérieur à 153 000 euros, elle nommera un commissaire aux comptes agréé, ainsi qu'un suppléant. Dans ce cas, elle transmettra dans le même délai que précédemment le rapport du commissaire aux comptes joint aux documents certifiés.

Si l'organisme a perçu dans l'année moins de 153 000 euros de subventions publiques, il fera certifier conforme le bilan par son Président.

Le cas échéant, l'organisme communiquera à la Ville de Paris, dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées du responsable chargé de certifier les comptes.

Article 17 - Obligations diverses de l'organisme

L'organisme respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité. Elle fera son affaire de toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la Ville de Paris ne puisse être recherchée ou mise en cause à ce sujet.

L'organisme certifie qu'à la date de la signature de la présente, le président et le trésorier dudit organisme n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour détournement de fonds publics prévue à l'article 433-4 du code pénal, ni d'une condamnation définitive pour abus de confiance prévue à l'article 314-1 du code pénal.

L'organisme s'engage à porter à la connaissance de la Ville de Paris toute condamnation définitive pour de tels délits qui interviendrait en cours d'exécution de la présente convention.

L'organisme s'engage à informer la Ville sans délai en cas de scission ou de fusion avec un autre organisme.

L'organisme s'engage à se conformer aux réglementations en vigueur en matière d'urbanisme, de droit du travail, de sécurité et d'hygiène.

L'organisme s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD »).

Article 18 - Responsabilités – Assurances

L'organisme se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet social. Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle doit souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité de la Ville de Paris ne puisse être ni recherchée ni mise en cause. Elle doit être en mesure de justifier, à tout moment, à la Ville de Paris de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement des primes correspondantes.

Article 19 - Justificatifs

L'organisme s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel la subvention a été versée les documents ci-après :

1. Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
2. Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce, tels que rappelés à l'article 16 des présentes, ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
3. Le rapport d'activité.

Titre 4 : Contrôles et évaluation

Article 20 - Contrôles de la Ville de Paris

En application de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'organisme peut être à tout moment contrôlé par la Ville de Paris. Il doit tenir à la disposition des représentants habilités de celle-ci, les documents comptables et de gestion relatifs aux activités et périodes couvertes par la convention. Le refus de leur communication entraîne la résiliation de la convention.

Dans ce cadre, l'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Paris de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues et des objectifs, que de l'utilisation des aides attribuées, notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

La Ville de Paris peut également procéder ou faire procéder par la personne de son choix aux vérifications qu'elle souhaiterait effectuer sur pièces et sur place.

La Ville de Paris contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du ou des projets. Elle peut exiger le

8

remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du ou des projets augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 21 - Évaluation

L'organisme s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du ou des projets dans les conditions précisées en annexe 3 de la présente convention.

La Ville de Paris procède, conjointement avec l'organisme, à l'évaluation des conditions de réalisation du ou des projets auxquels elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, et sur l'impact du ou des projets au regard de l'intérêt public local.

Fait à Paris, le

Pour la Maire de Paris et par délégation
l'organisme

Le Président de

<p>ANNEXE 1</p> <hr style="width: 50%; margin: 0 auto;"/> <p>LE PROJET</p>
--

L'organisme s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Dispositif Premières Heures

Coût du projet	Subvention de la Ville de Paris	Somme des financements publics (affectés au projet)
150035 €	119000 €	147535 €

A l'instar du modèle des chantiers d'insertion, la mise en place du dispositif Premières Heures s'appuie sur un triptyque :

- Le travail,

Le travail consiste à proposer un contrat de travail (contrat d'usage) avec une association intermédiaire. Ce contrat est mensuel et renouvelable. Avec le contrat de travail, le salarié reçoit une fiche de paie à la fin du mois. Il bénéficie également d'une visite médicale du travail. Un accompagnement des salariés de ce dispositif est nécessaire pour qu'ils appréhendent le rôle de l'association intermédiaire en tant qu'employeur (déclarations réglementaires, édition et gestion des contrats de travail, réalisation des fiches de paie et paiement des salaires, etc.) et du CASVP en tant que structure qui porte la mise au travail (affectation des salariés sur les différents sites et activités, réalisation des plannings, encadrement sur le poste de travail, accompagnement socio professionnel, etc.). Assez rapidement, les salariés prennent leur marque. Une fois le 1^{er} contrat signé, le salarié est affecté à un encadrant technique du Pari des possibles avec lequel il va démarrer son parcours. Un temps de travail de 2 fois 2 heures par semaine est mis en place, sauf lorsque le référent ou le salarié identifie que ce n'est pas réalisable tout de suite ou lorsque ce constat est fait après le démarrage. La mise en place progressive des heures de travail est également appliquée à la réalisation des tâches. Il n'y a pas de notion de productivité. Il s'agit d'abord de s'adapter et de comprendre ce que peut faire la personne, tant sur un plan technique que sur l'application des codes sociaux. En revanche, il est important que le salarié soit présent au travail. En effet, l'objectif est d'éviter tout décrochage. Les personnes sont contactées en cas d'absence et si elles sont répétées, le référent en est avisé. Dans la plupart des cas, cela permet d'éviter la rupture du parcours. Un vestiaire et des équipements de protection individuelle sont fournis aux salariés.

- La possibilité de formations,

La mise en place de formations se fait essentiellement via le FLES de Paris qui a pu développer une offre de formation linguistique à visée professionnelle adaptée à ce public.

En 2021, 4 personnes ont été positionnées sur ces modules de formation.

L'objectif est de poursuivre dans cette voie et de proposer également leur inscription sur d'autres modules (gestes et postures, HACCP, etc.) Ces formations sont dispensées sur le temps de travail.

- L'accompagnement et l'encadrement.

L'encadrement dans le cadre de la mise au travail est essentiel dans ce dispositif. Il est celui qui permet d'instaurer une relation de confiance avec le salarié pour permettre de mettre en place un accompagnement de qualité. Selon les activités, les salariés du Dispositif Premières Heures sont encadrés, soit par les encadrants techniques du chantier d'insertion Les chariots qui brillent ou par des agents du CASVP dénommés encadrants terrain. Cet encadrement vise à accueillir le salarié, lui présenter le site, les autres agents avec lesquels il pourrait interagir. Il a également pour objectif d'organiser la mise au travail, tant au niveau du planning et du nombre d'heures (et de sa progressivité) que de la transmission des compétences. L'encadrant technique a un rôle d'observation du comportement du salarié et des freins à l'emploi qu'il pourrait identifier. Il est en relation avec le conseiller en insertion professionnelle du Pari des possibles et avec les référents sociaux du salarié. Le conseiller en insertion professionnelle du Pari des possibles rencontre le futur salarié au moment du recrutement. Chaque futur salarié est orienté par un travailleur social, identifié et qui reste l'interlocuteur de l'équipe du Pari des possibles pendant la durée du parcours, dans le cadre d'un accompagnement concerté. Cet accompagnement vise à :

- Identifier les freins et les solutions pour les résoudre :
 - Au niveau administratif : ouverture de compte bancaire, demande de carte solidarité transport, vérifier les droits auprès de l'assurance maladie, suivre les récépissés et titres de séjour, suivre ou faire une demande de RQTH ou AAH, étudier les droits RSA, inscription à Pole Emploi et création de l'espace personnel, etc.
 - Sur le plan professionnel : élaborer avec le salarié un projet professionnel réaliste et construire le parcours pour l'atteindre, identifier les offres d'emploi de l'IAE correspondant au profil de la personne, préparer la personne à candidater à ces offres (visite de structures si besoin, préparation aux entretiens de recrutement, élaborer un CV que le candidat se sera approprié, etc.), créer des partenariats avec le secteur du handicap pour les personnes reconnues Travailleur Handicapé,
 - Identifier les freins (santé, mode de garde, mobilité, hébergement, logement) et les possibilités de les résoudre.

Pour réaliser ces missions, le conseiller en insertion professionnelle :

- Mène des entretiens individuels avec le salarié,
- Echange avec l'encadrant technique et le référent,

- Organise des rencontres quadripartites (CIP, salarié, encadrant technique, référent) ou tripartites (CIP, salarié, référent) selon les besoins,
- Organise un comité de suivi avec les encadrants techniques et les référents.

ANNEXE 2

LE BUDGET DU PROJET

**BUDGET FINANCIER FONCTIONNEL 2022 ET 2023 LE FOMI MED ENDOURIEZ
APPEL A MANIFESTATION D'INTERET DPH**

	BP 2022	BP 2023
	29 300,00	29 300,00
combustibles		
produits d'entretien	7 000,00	7 000,00
Fournitures d'atelier	700,00	700,00
Fournitures administratives	900,00	900,00
Autres fournitures hôtelières	20 500,00	20 500,00
Alimentation	200,00	200,00
titulaires	1 300,00	1 300,00
Animations, spectacles	1 300,00	1 300,00
Autres prestations médico-sociales	0,00	0,00
non titulaires	118 880,00	120 180,00
Voyages et déplacements	200,00	200,00
Missions	200,00	200,00
quote part adm.	75 000,00	76 300,00
Rest. Pers. Autres		
Prestations de nettoyage		
Autres prestations inter-ébt	43 280,00	43 280,00
Autres	200,00	200,00
ape I	1 49 480,00	1 50 780,00
Personnel affecté à l'établissement	44 855,00	44 855,00
autres personnels extérieurs	103 850,00	105 920,00
P. non méd tit : rém. ppale	335 000,00	357 000,00
Emplois d'insertion	944 880,00	963 770,00
carte de transport	8 000,00	9 000,00
fraîs de formation	132 000,00	133 000,00
ape II	1 508 585,00	1 613 545,00
gestion courante	11 200,00	12 200,00
doc. générales	200,00	200,00
concours divers	11 000,00	12 000,00
ges de gestion courante	0,00	0,00
optionnelles	0,00	0,00
us amortissements et aux provisions	10 000,00	11 000,00
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	10 000,00	11 000,00
Provisions d'exploitation		
ape III	21 200,00	23 200,00
DEPENSES BF	1 759 265,00	1 787 525,00

	BP 2022	BP 2023
GRUPE I : produits de la tarification et	0,00	0,00
Travaux (Rebts par budgets annexes)	403 890,00	403 890,00
Subvention Etat socle + modulable	988 000,00	999 000,00
Autres subv Ville	171 000,00	171 000,00
Ville DPH	143 135,00	145 820,00
Autres rebts de frais : Travaux	45 000,00	45 000,00
Autres rebts de frais inter-ébt	23 000,00	23 000,00
TAL GRUPE II: produits relatifs à	1 773 525,00	1 787 710,00
GRUPE III: produits financiers et produits non réalisables		
TAL GENERAL (GRUPE I + GRUPE II)	1 773 525,00	1 787 710,00
RESULTAT COMPTABLE	14 200,00	185,00

<p>ANNEXE 3</p> <hr/> <p>COMPTE RENDU DES ACTIONS</p>

Conformément à l'article 21 de la convention, l'organisme doit fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous. Sera joint un tableau, fourni par la DAE, indiquant la situation des personnes à l'entrée et à la sortie ou encore l'accompagnement réalisé.

DISPOSITIF PREMIERES HEURES

BILAN QUALITATIF ET QUANTITATIF À FOURNIR AU TERME DE LA CONVENTION

Nom de la Structure :

Convention n° du / /

Dossier à retourner à :

Mairie de Paris

**Service :
Bureau des Économies Solidaires et Circulaire**

Adresse : 8 rue de Cîteaux 75012

1-RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA STRUCTURE

Nom de la structure :

Forme juridique :

14

Date de création : _____

Adresse du Siège social :

Siret :

Identification du représentant légal de la structure :

Identification de la personne chargée du dossier :

Nom : _____
Prénom : _____
Fonction : _____
: _____
Tél : _____
Courriel : _____

Nom : _____
Prénom : _____
Fonction : _____
Tél : _____
Courriel : _____

2- TERRITOIRE D'INTERVENTION

Préciser le territoire sur lequel la structure intervient :

Votre structure agit-elle en Quartier Politique de la Ville ?

oui

non

Lieu(x) d'activité des bénéficiaires du DPH :

3-MOYENS HUMAINS DÉDIÉS AU DPH

Nom et Prénom	Fonction	Type de contrat	ETP annuel dédié au DPH
TOTAL ETP			

4- MOYENS FINANCIERS ET UTILISATION DE LA SUBVENTION

5- ACTIVITES REALISEES PAR LES SALARIES DU DPH

6- ORIGINE DES ORIENTATIONS / RECRUTEMENT

7- BILAN DES ACTIONS (formations, sorties en emploi, résolution des freins à l'emploi...) - REUSSITES ET DIFFICULTES RENCONTREES

8- PARTENARIATS

9- LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

10- BESOINS EN LOCAUX/ EN INVESTISSEMENT

ANNEXE 4**RIB**

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

TRESORERIE CENTRE D'ACTION SOCIALE DE PARIS
64 BD DE BELLEVILLE
75020 PARIS

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 153

RIB : 30001 00064 C7520000000 27

IBAN : FR71 3000 1000 64C7 5200 0000 027

BIC : BDFEFRPPCCT